

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE VAUCLUSE

COMMUNE DE VENTOUX-COMTAT VENAISIN
84200 CARPENTRAS

L'an deux mille vingt-deux et le douze décembre, le conseil de communauté, régulièrement convoqué par sa Présidente dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
12 décembre 2022**

Date de convocation : 2 décembre 2022

Mise en ligne le : 6 décembre 2022

Nombre de conseillers : 60

Nombre de présents : 51 (délibérations n°166-22 à 188-22) ; 50 (délibérations n°189-22 à 200-22)

Nombre de votants : 58 (délibérations n°166-22 à 188-22); 57 (délibérations n°189-22 à 200-22) ;

Nombre d'absents : 2 (délibérations n°166-22 à 188-22), 3 (délibérations n°189-22 à 200-22) ;

PRÉSENTS : **Aubignan :** Siegfried BIELLE - Laurence BADEI - Frédéric FRIZET - Marie THOMAS de MALEVILLE **Beaumes-de-Venise :** Jérôme BOULETIN **Beaumont-du-Ventoux :** Alain BREMOND **Bédoin :** Alain CONSTANT - Dominique VISSECQ **Caromb :** Valérie MICHELIER - Olivier METZGER **Carpentras :** Serge ANDRIEU - Yvette GUIOU - Michel BLANCHARD - Jacqueline BOUYAC - Franck DUPAS - Jaouad ZIATI - Caroline BALAS - Alain BELHOMME - Bernard BOSSAN - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Laurence BOSSERAI - Jean-Pierre CAVIN - Bertrand de LA CHESNAIS - Christiane MORIN-FAVROT - Catherine RIMBERT - Pierre BOURDELLES - Jean-Marc ISSARTIER **Crillon le Brave :** Guy GIRARD **Flassan :** Michel JOUVE **Gigondas :** Michel MEFFRE **Lafare :** Philippe SOARD **La Roque Alric :** José LINHARES **Le Barroux :** Bernard MONNET **Le Beaucet :** François ILLE **Loriol du Comtat :** Gérard BORGIO - Brigitte MATHIEU **Malaucène :** Frédéric TENON - Chantal MOCZADLO **Mazan :** Louis BONNET (jusqu'à la délibération n°188-22) - Georges MICHEL - Bruno GANDON **Modène :** Norbert LEPATRE **Saint Didier :** Gilles VÈVE **Saint Pierre de Vassols :** Sandrine RAYMOND **Saint Hippolyte le Graveyron :** André AIELLO **Sarrians :** Anne-Marie BARDET - Patrice FLAGEAT - Alexandre KORMANYOS **Suzette :** Patricia OLIVERO **Venasque :** Dominique PLANCHER.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Céline ALLIES-CORTEGGIANI à Laurence BOSSERAI ; Victorine SURTEL à Jaouad ZIATI ; Véronique MENCARELLI à Caroline BALAS ; Claude MELQUIOR à André AIELLO ; Joséphine AUDRIN à Louis BONNET (jusqu'à la délibération n°188-22) ; Audrey FRANQUET à Anne-Marie BARDET ; Philippe BOUTEILLER à Jérôme BOULETIN ; Louis BONNET à George MICHEL (à partir de la délibération n°189-22).

ABSENTS EXCUSÉS : Pauline DREANO ; Philippe DELEBECQUE ; Joséphine AUDRIN (à partir de la délibération n°189-22).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Bernard MONNET.

Conseil communautaire du 12 décembre 2022

Délibération n°181-22

Objet : Adoption d'un règlement budgétaire et financier

Conseil communautaire du 12 décembre 2022
Délibération n°181-22
Objet : Adoption d'un règlement budgétaire et financier

Le conseil communautaire,

Vu l'article 106 III de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015,

Vu le code général des collectivités territoriales dans son article L. 5217-10-8, prévoyant l'établissement d'un règlement budgétaire et financier, du fait de l'adoption du cadre budgétaire M 57,

Vu le projet de règlement budgétaire et financier joint en annexe,

Vu l'avis de la commission des finances du 1^{er} décembre 2022,

Entendu le rapport du vice-président délégué aux finances et à la commande publique,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article unique : D'ADOPTER le règlement budgétaire et financier joint en annexe de la présente délibération.

Fait les jour, mois et an ci-dessus,

le secrétaire de séance,

Bernard Monnet



Pour extrait certifié conforme

Jacqueline Bouyac
Présidente de la CoVe

la Présidente,

Jacqueline Bouyac



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécourse citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER

Approuvé par délibération du Conseil de Communauté de la CoVe en date du 12 décembre 2022

Références législatives:

Article 106 III de la loi N° 2015-991 du 7 août 2015

Article L. 5217-10-8 du Code Général des Collectivités Territoriales

Le présent règlement budgétaire et financier, rendu obligatoire par l'adoption par la CoVe du référentiel budgétaire et comptable M 57 au 1^{er} janvier 2023 pour son budget principal et ses budgets annexes retraçant les activités de ses services à caractère administratif, s'applique à compter du 1^{er} janvier 2023 à l'ensemble des budgets de la CoVe, quelle que soit la nomenclature budgétaire et comptable suivie par ces budgets.

Ce premier règlement budgétaire et financier a été établi sur la base du contenu obligatoire décrit par l'article L. 5217-10-8 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il a vocation à être enrichi, dans des versions ultérieures, par l'ajout progressif de l'ensemble des procédures budgétaires et comptables de l'établissement.

Cette première version du règlement budgétaire et financier comprend deux parties :

1 : autorisations de programme et autorisations d'engagement

2 : orientations budgétaires pluriannuelle : Plan Pluriannuel d'Investissement et synthèse financière pluriannuelle

PREMIERE PARTIE : AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

SOUS-PARTIE N°1 : AUTORISATIONS DE PROGRAMME

1- Définition réglementaire

Article L2311-3 du code général des collectivités territoriales :

I - Les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme et des crédits de paiement.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables, sans limitation de durée, jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

...

Article R2311-9 du code général des collectivités territoriales :

En application de l'article L. 2311-3, la section d'investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme et la section de fonctionnement des autorisations d'engagement.

Chaque autorisation de programme ou d'engagement comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants.

Les autorisations de programme ou d'engagement et leurs révisions éventuelles sont présentées par le maire. Elles sont votées par le conseil municipal, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives.

Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la commune, ou à des subventions d'équipement versées à des tiers.

L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

2- Périmètre retenu pour la CoVe :

Une autorisation de programme pourra être ouverte sur délibération du Conseil de communauté si les trois conditions suivantes sont remplies :

-le programme concerné est comptabilisé en section d'investissement, et consiste soit en une opération unique, soit en un regroupement de plusieurs opérations ayant un lien entre elles (même nature, ou même site, ou même finalité)

-le programme a un caractère pluriannuel : il a vocation à être réalisé sur au moins deux exercices comptables

-le montant minimum estimé du programme est de 500 k€ TTC. Ce seuil est abaissé à 150 k€ TTC pour les programmes comportant uniquement des subventions d'équipement ou des fonds de concours

Les opérations concernées par une autorisation de programme peuvent être soit réalisées en maîtrise d'ouvrage CoVe (travaux, études, acquisitions d'immobilisations...), soit consister en un

soutien financier à des équipements portés par des tiers (fonds de concours, subventions d'investissement)

3- Modalités :

Chaque autorisation de programme comporte :

- un libellé
- un code antenne (champ de codification comptable propre à la CoVe) associé à cette AP
- une date d'ouverture (qui est par défaut la date du conseil de communauté lors duquel la délibération de création a été prise)
- un montant total d'autorisation de programme, qui constitue la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées sur ce programme
- une ventilation annuelle des crédits de paiement :
 - pour les exercices comptables clôturés, ils représentent le montant exact des dépenses mandatées sur cette autorisation de programme
 - pour l'exercice comptable en cours et les exercices comptables à venir, ils représentent une estimation des dépenses qui seront mandatées année par année sur cette autorisation de programme. Ils apparaissent à ce titre dans chaque budget annuel de la CoVe. Ils constituent donc la limite supérieure des dépenses qui pourront être mandatées chaque année sur cette autorisation de programme.

Un modèle de présentation d'une autorisation de programme telle qu'annexée à toute délibération relative à une autorisation de programme est joint en annexe.

4- Calendrier

4.1- Quand ouvre-t-on une autorisation de programme ?

- pour les AP constituées de fonds de concours ou de subventions d'équipement versées : dès la date d'adoption du dispositif de soutien financier, et au plus tard lors de la délibération annuelle d'actualisation des autorisations de programme prise lors de la séance du vote du budget primitif.
- pour les AP constituées principalement de travaux ou d'études préalables à des travaux : dès la fixation de l'enveloppe financière affectée au programme (par exemple au moment de la remise des études de programmation), et au plus tard lors de la délibération annuelle d'actualisation des autorisations de programme prise lors de la séance du vote du budget primitif.

- pour les AP constituées principalement d'acquisitions d'immobilisations : dès la date d'adoption du dispositif du programme d'acquisitions, et au plus tard lors de la délibération annuelle d'actualisation des autorisations de programme prise lors de la séance du vote du budget primitif.

4.2- Quand réviser-t-on une autorisation de programme ?

L'ensemble des autorisations de programme en cours sont mises à jour de manière exhaustive lors de la délibération annuelle d'actualisation des autorisations de programme prise lors de la séance du vote du budget primitif. L'actualisation consiste à minima à constater les crédits de paiement utilisés (c'est-à-dire ayant fait l'objet d'un mandatement effectif) sur l'exercice venant de se clôturer. Les crédits de paiement de l'exercice en cours et des exercices à venir sont eux aussi mis à jour, afin de respecter la règle d'équilibre : somme des crédits de paiement de l'ensemble des années = montant total de l'autorisation de programme.

Il y a obligatoirement concordance entre les crédits de paiement actualisés de l'année en cours, et le montant figurant au budget primitif pour le programme concerné.

Une actualisation d'une ou plusieurs autorisations de programme est toutefois possible en cours d'année à chaque séance de conseil de communauté, si cela est nécessaire (par exemple si une révision de l'estimation financière a été actée, ou bien si il est nécessaire de modifier le montant des crédits de paiement de l'année suite à une accélération ou au contraire à un ralentissement du rythme de réalisation du programme). Dans ce cas, et si cette actualisation s'accompagne d'une modification des crédits de paiement de l'année en cours, une décision modificative prise lors de la même séance de conseil de communauté vient entériner la modification de crédits budgétaires correspondante.

Chaque année, entre le 1^{er} janvier et la date de la délibération d'actualisation annuelle des autorisations de programme, la CoVe pourra mandater les dépenses réalisées dans le cadre d'une autorisation de programme en amont du vote du budget primitif, selon les modalités prévues dans l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales :

« Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement. »

Un état récapitulatif des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice est produit au Comptable de la CoVe, au plus tard lors du premier mandatement réalisé sur le nouvel exercice.

4.3- Règles de caducité et d'annulation d'AP

Le présent règlement ne prévoit pas de durée maximale de vie pour une autorisation de programme. De même, sauf stipulation contraire inscrite dans la délibération d'ouverture d'autorisation de programme, une autorisation de programme n'a, par défaut, pas de date de fin de fixée.

Lorsque le programme d'actions, objet de l'autorisation de programme, est terminé, et que l'ensemble des paiements correspondants aux actions ont été réalisés et l'ensemble des engagements comptables soldés, l'autorisation de programme peut être clôturée. La clôture, pour être effective, doit donner lieu à une délibération expresse. Mais elle peut aussi être intégrée à la délibération annuelle d'actualisation des autorisations de programme.

En dehors du cas ci-dessus décrit, on considèrera qu'une autorisation de programme doit être clôturée, quelle que soit l'état des lieux des actions du programme, lorsque le programme n'a plus fait l'objet d'aucun mandatement pendant deux exercices comptables complets. Dans ce cas aussi, la clôture, pour être effective, doit donner lieu à une délibération expresse. Mais elle peut aussi être intégrée à la délibération annuelle d'actualisation des autorisations de programme.

SOUS-PARTIE N°2 : AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

1- Définition réglementaire

Article L2311-3 du code général des collectivités territoriales :

...

Il - Les dotations affectées aux dépenses de fonctionnement peuvent comprendre des autorisations d'engagement et des crédits de paiement.

Cette faculté est réservée aux seules dépenses résultant de conventions, de délibérations ou de décisions, au titre desquelles la commune s'engage, au-delà d'un exercice budgétaire, à verser une subvention, une participation ou une rémunération à un tiers. Toutefois les frais de personnel et les subventions versées aux organismes privés ne peuvent faire l'objet d'une autorisation d'engagement.

Les autorisations d'engagement constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des dépenses mentionnées à l'alinéa précédent. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement correspondantes.

L'équilibre budgétaire de la section de fonctionnement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

...

Article R2311-9 du code général des collectivités territoriales :

En application de l'article L. 2311-3, la section d'investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme et la section de fonctionnement des autorisations d'engagement.

Chaque autorisation de programme ou d'engagement comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants.

Les autorisations de programme ou d'engagement et leurs révisions éventuelles sont présentées par le maire. Elles sont votées par le conseil municipal, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives.

2- Périmètre retenu pour la CoVe :

Les subventions versées à des organismes privés (associations notamment) étant exclues du dispositif, le périmètre retenu pour la création d'une autorisation d'engagement est celui des contrats de délégation de service public de plus d'un an, faisant l'objet de paiement en section de fonctionnement. Le montant estimé du contrat sur sa durée totale devra toutefois être d'à minima 500 k€ TTC.

Dans le cas où un contrat de délégation de service public donne lieu à la fois à des paiements imputés en section de fonctionnement, et à des paiements imputés en section d'investissement, une autorisation d'engagement et une autorisation de programme seront ouverts simultanément.

3- Modalités :

Chaque autorisation d'engagement comporte :

- un libellé
- un code antenne (champ de codification comptable propre à la CoVe) associé à cette AE
- une date d'ouverture (qui est par défaut la date du conseil de communauté lors duquel la délibération de création a été prise)
- un montant total d'autorisation d'engagement, qui constitue la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées sur ce programme
- une ventilation annuelle des crédits de paiement :
 - pour les exercices comptables clôturés, ils représentent le montant exact des dépenses mandatées sur cette autorisation d'engagement
 - pour l'exercice comptable en cours et les exercices comptables à venir, ils représentent une estimation des dépenses qui seront mandatées année par année sur cette autorisation d'engagement. Ils apparaissent à ce titre dans chaque budget annuel de la CoVe. Ils constituent donc la limite supérieure des dépenses qui pourront être mandatées chaque année sur cette autorisation d'engagement.

Les tableaux annexés à toute délibération relative à une autorisation d'engagement sont présentés selon le même modèle que les tableaux des autorisations de programme.

4- Calendrier

4.1- Quand ouvre-t-on une autorisation d'engagement ?

Dès la signature du contrat de délégation de service public, et au plus tard lors de la délibération annuelle d'actualisation des autorisations de programme et d'engagement prise lors de la séance du vote du budget primitif.

4.2- Quand révisé-t-on une autorisation d'engagement ?

L'ensemble des autorisations d'engagement en cours sont mises à jour de manière exhaustive lors de la délibération annuelle d'actualisation des autorisations de programme et d'engagement prise lors de la séance du vote du budget primitif. L'actualisation consiste à minima à constater les crédits de paiement utilisés (c'est-à-dire ayant fait l'objet d'un mandatement effectif) sur l'exercice venant de se clôturer. Les crédits de paiement de l'exercice en cours et des exercices à venir sont eux aussi mis à jour, afin de respecter la règle d'équilibre : somme des crédits de paiement de l'ensemble des années = montant total de l'autorisation d'engagement.

Il y a obligatoirement concordance entre les crédits de paiement actualisés de l'année en cours, et le montant figurant au budget primitif pour le programme concerné.

Une actualisation d'une ou plusieurs autorisations d'engagement est toutefois possible en cours d'année à chaque séance de conseil de communauté, si cela est nécessaire (par exemple si un paramètre financier vient modifier le montant de l'estimation financière de l'année, ce qui peut arriver dans le cas d'une indexation annuelle plus forte que prévue). Dans ce cas, et si cette actualisation s'accompagne d'une modification des crédits de paiement de l'année en cours, une décision modificative prise lors de la même séance de conseil de communauté vient entériner la modification de crédits budgétaires correspondante.

Chaque année, entre le 1^{er} janvier et la date de la délibération d'actualisation annuelle des autorisations de programme et d'engagement, la CoVe pourra mandater les dépenses réalisées dans le cadre d'une autorisation d'engagement en amont du vote du budget primitif, selon les modalités prévues dans l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales :

« Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement. »

Un état récapitulatif des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice est produit au Comptable de la CoVe, au plus tard lors du premier mandatement réalisé sur le nouvel exercice.

4.3- Règles de caducité et d'annulation d'AE

Le présent règlement ne prévoit pas de durée maximale de vie pour une autorisation d'engagement.

Lorsque le contrat de délégation de service public, objet de l'autorisation d'engagement est terminé, et que l'ensemble des paiements correspondants à ce contrat ont été réalisés, l'autorisation d'engagement peut être clôturée. La clôture, pour être effective, doit donner lieu à une délibération expresse. Mais elle peut aussi être intégrée à la délibération annuelle d'actualisation des autorisations de programme et d'engagement.

DEUXIEME PARTIE : PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SYNTHESE FINANCIERE PLURIANNUELLE

L'ensemble des autorisations de programme, et plus généralement l'ensemble des crédits de dépenses de la section d'investissement fait l'objet d'une programmation pluriannuelle intégrée au support de présentation du débat d'orientations budgétaires.

Cette programmation pluriannuelle se concentre sur les budgets pour lesquels les enjeux financiers sont les plus forts, et plus précisément sur ceux où les montants annuels prévus en section d'investissement sont conséquents et réguliers, à savoir le budget principal et le budget annexe du service public de la gestion des déchets, nouvellement créé au 1^{er} janvier 2023.

Cette programmation est présentée en KiloEuros, et correspond à des données de comptes administratifs (dépenses mandatées).

Dans le rapport présenté lors du débat d'orientations budgétaires de l'année N (réalisé en règle générale dans les derniers mois de l'année N-1), apparaissent ainsi sur le document support :

- les montants définitifs issus des comptes administratifs des années N-3 et N-2
- une prévision des montants des comptes administratifs des années N-1 à N+3

Chaque autorisation de programme en cours fait l'objet, soit d'une ligne distincte du Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI), soit d'un regroupement avec d'autres autorisations de programme de même nature.

Le PPI du budget principal est présenté par grand domaine de compétence de la CoVe.

Chaque ligne de dépense de ce PPI se trouve associée avec une ligne de recettes dans laquelle figurent l'ensemble des subventions ou participations reçues en lien avec une opération d'investissement.

Ce PPI est présenté simultanément et en lien avec un module de simulation financière plus complet, incluant sur les mêmes échelles de temps la totalité des masses financières des budgets concernés par grands ensembles.

Ainsi, le financement par emprunt et par autofinancement de chaque ligne de dépense du PPI, n'apparaît pas en face de chacune des lignes, mais fait l'objet d'une présentation globale au sein du module de simulation financière.

Ces deux outils de simulation (PPI et synthèse financière pluriannuelle) permettent de visualiser les principales orientations budgétaires, et de mesurer dans le temps la soutenabilité financière du programme d'actions en testant différentes hypothèses financières, notamment en matière d'emprunt et de fiscalité. Cette soutenabilité financière est notamment mesurée à travers le suivi du ratio de capacité de désendettement (encours de dette/épargne brute), qui est calculé automatiquement de manière prévisionnelle pour chaque année de la simulation et pour chacun des deux budgets concernés.

A titre d'exemple sont présentées en annexe :

- le PPI présenté lors du DOB 2023 pour le budget principal
- la synthèse financière pluriannuelle du budget principal présentée lors du DOB 2023
- le tableau de modélisation des emprunts, interfacé avec la synthèse financière

ANNEXE 1 : FONDEMENT JURIDIQUE DU REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER

Article 106 de la loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République modifié par la LOI n°2022-217 du 21 février 2022 - art. 175

...

III. - Les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics, les services d'incendie et de secours, les centres de gestion de la fonction publique territoriale, le Centre national de la fonction publique territoriale et les associations syndicales autorisées peuvent, par délibération de leur assemblée délibérante, choisir d'adopter le cadre budgétaire et comptable défini aux articles L. 5217-10-1 à L. 5217-10-15 et L. 5217-12-2 à L. 5217-12-5 du code général des collectivités territoriales, sans préjudice des articles L. 2311-1-2, L. 3311-3 et L. 4310-1 du même code.

Article L 5217-10-8 CGCT

Avant le vote de la première délibération budgétaire qui suit son renouvellement, le conseil de la métropole établit son règlement budgétaire et financier.

Le règlement budgétaire et financier de la métropole précise notamment :

1° Les modalités de gestion des autorisations de programme, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement y afférents, et notamment les règles relatives à la caducité et à l'annulation des autorisations de programme et des autorisations d'engagement ;

2° Les modalités d'information du conseil de la métropole sur la gestion des engagements pluriannuels au cours de l'exercice.

Il peut aussi préciser les modalités de report des crédits de paiement afférents à une autorisation de programme, dans les cas et conditions fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des collectivités territoriales et du ministre chargé du budget.

Envoyé en préfecture le 16/12/2022

Reçu en préfecture le 16/12/2022

Publié le 16 décembre 2022 

ID : 084-248400053-20221212-DELIB181_22-DE

ANNEXE 2 - EXEMPLE D'AUTORISATION DE PROGRAMME

CONSEIL DE COMMUNAUTE DU 12 DECEMBRE 2022
 DETAIL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

BUDGET PRINCIPAL

AP gérées en TTC

	Code	Date de vote initial	Montant de l'autorisation de programme initiale en € TTC	Montant dernière actualisation avant le présent vote en € TTC	Date de mise à jour	Montant de l'autorisation de programme actualisée en € TTC	Crédits paiement mandatés		Ventilation prévisionnelle des crédits de paiement								
							2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	TOTAL
Fonds de concours patrimoine	3240AP1	08/02/21	800 000	800 000	12/12/22	687 445,00		14 937,50	146 111,00	157 000	161 000	136 000	72 396,50				687 445,00

ANNEXE 3 du règlement budgétaire et financier : exemple de présentation de PPI sur le budget principal

Programmation pluriannuelle des investissements 2019-2026										Subventions associées							
en k€	CA2019	CA2020	CA2021	CA2022	CA2023	CA2024	CA2025	CA2026	total 2020- 2025	CA2019	CA2020	CA2021	CA2022	CA2023	CA2024	CA2025	CA2026
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, TOURISTIQUE, NUMERIQUE																	
- Attractivité économique																	
Marché gare programme depuis 2015	895	1 191	171	60	800	200	200	200	2 622		14	198					
Mon premier bureau	837	276	1	0	0	0	0	0	277			211					
Ma première usine	58	2	0	0	0	0	0	0	2	235	284						
Acquisitions et reconversions foncières développement économique	0	0	0	0	500	500	500	500	1 500				114				
Requalification ZA du Piol 1 à Mazan	511	2	0	0	0	0	0	0	2								
Fonds Covid		140	0	0	0	0	0	0	140								
Acquisition matériel, petits travaux, maintenance	173	145	125	80	80	80	80	80	590		2						
- Attractivité touristique																	
Fonds de concours Malaucène: aménagement du Groseau	0	0	0	0	260	260	0	0	520								
Fonds de concours Bedoin: projet touristique	100	0	100	0	0	0	0	0	100								
Divers programmes, matériel, petits travaux, maintenance	72	27	0	4	5	5	5	5	46		42			15			
- Attractivité numérique																	
Acquisition foncière ancienne Gare	0	0	0	0	0	0	0	0	0			1					
Aménagement gare numérique	539	631	1 689	700	334	0	0	0	3 354	92	79	371		1 028			
Smart ZAE Piol	0	0	33	45	0	0	0	0	78		41		16				
Service commun innovation numérique territoriale et autres actions	155	262	418	258	190	40	40	40	1 209			489	119				
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE																	
- Mobilité et déplacements doux																	
PEM de Carpentras	1	0	0	35	0	0	0	0	35	1	2	44					
Aménagement Terradou (quai + pergola)	210	23	0	0	0	0	0	0	23								
Programme mise en accessibilité arrêts	65	6	0	40	40	40	40	40	166								
Pistes cyclables	0	0	28	52	500	500	500	500	1 580								
Soutien acquisition bus électriques	0	0	0	0	800	0	0	0	800								
Divers programmes, matériel, petits travaux, maintenance	70	19	30	23	15	15	15	15	117								

ID : 084-248400053-20221212-DELIB181_2							
22	48	127	108	50	165	150	142
7	19	15	55	17	21	21	21
	5	90	284		700	1 807	594
						0	1 260
		7		131			
			180				
			87				
52	37						
16							
		3					
	7						

ID : 084-248400053-20221212-DELIB181 22-DE

				ID : 084-248400053-20221212-DELIB181_			
				0			
	90	495					
	0						
		503	204	500	500	500	500
					200		
		8		167			
		209		150			
438	1 065	2 362	1 167	2 057	1 586	2 479	2 517

ANNEXE 4 du règlement budgétaire et financier: exemple de synthèse financière pluriannuelle

Envoyé en préfecture le 16/12/2022

Reçu en préfecture le 16/12/2022

Publié le 16 décembre 2022

ID : 084-248400053-20221212-DELIB181_22-DE

COVE : PROSPECTIVE FINANCIERE CA 2019-2026

en K€ TTC	2019	2020	20/19	2021	21/20	2022	22/21	2023	23/22	2024	24/23	2025	25/24	2026	26/25
Charges de personnel	16 171	16 577	2,5%	17 785	7,3%	19 124	7,5%	20 352	6,4%	21 070	3,5%	21 707	3,0%	22 362	3,0%
Contingent incendie	2 423	2 454	1,3%	2 486	1,3%	2 472	-0,6%	2 514	1,7%	2 556	1,7%	2 600	1,7%	2 644	1,7%
Attribution de compensation (nette)	7 141	6 679	-6,5%	6 742	0,9%	6 843	1,5%	6 843	0,0%	6 843	0,0%	6 865	0,3%	6 877	0,2%
Fonds de concours (ex dot voirie)	511	511	0,0%	209	-59,0%	238	13,7%	1 086	356,4%	511	-53,0%	511	0,0%	511	0,0%
Fonds de concours solidarité	2 691	2 692	0,0%	2 745	2,0%	2 886	5,1%	2 983	3,4%	3 063	2,7%	3 131	2,2%	3 201	2,2%
DSC (part terrasses du ventoux)	162	162	0,0%	162	0,0%	162	0,0%	162	0,0%	162	0,0%	162	0,0%	162	0,0%
Réseau Trans'CoVe	4 042	3 919	-3,0%	4 143	5,7%	4 226	2,0%	4 701	11,2%	4 842	3,0%	4 939	2,0%	5 038	2,0%
Autres dépenses courantes	12 092	12 144	0,4%	13 065	7,6%	13 354	2,2%	8 398	-37,1%	8 599	2,4%	9 071	5,5%	9 453	4,2%
TOTAL DEPENSES COURANTES	45 233	45 138	-0,2%	47 337	4,9%	49 305	4,2%	47 039	-4,6%	47 648	1,3%	48 986	2,8%	50 248	2,6%
DGF -dotation d'intercommunalité	723	796	10,1%	882	10,8%	980	11,0%	1 077	10,0%	1 185	10,0%	1 304	10,0%	1 434	10,0%
DGF - dotation de compensation	4 357	4 278	-1,8%	4 194	-2,0%	4 103	-2,2%	4 017	-2,1%	3 932	-2,1%	3 850	-2,1%	3 769	-2,1%
CFE	6 541	6 855	4,8%	6 101	-11,0%	6 525	6,9%	7 002	7,3%	7 320	4,5%	7 578	3,5%	7 846	3,5%
CVAE puis fraction TVA	2 804	2 807	0,1%	2 909	3,7%	2 933	0,8%	2 933	0,0%	3 036	3,5%	3 127	3,0%	3 221	3,0%
TASCOM	1 024	703	-31,3%	1 067	51,8%	954	-10,6%	968	1,5%	983	1,5%	998	1,5%	1 013	1,5%
IFER	369	387	4,9%	399	3,2%	405	1,5%	411	1,5%	418	1,5%	424	1,5%	430	1,5%
Taxe d'Habitation	9 067	9 281	2,4%	1 536	-83,4%	1 585	3,2%	1 713	8,1%	1 791	4,5%	1 854	3,5%	1 920	3,5%
Fraction de TVA	0	0		9 120		9 994	9,6%	10 394	4,0%	10 758	3,5%	11 080	3,0%	11 413	3,0%
Foncier non bâti +taxe additionnelle	172	174	1,2%	187	7,6%	189	0,8%	191	1,0%	193	1,0%	195	1,0%	196	1,0%
DCRTP + GIR	1 275	1 263	-0,9%	1 263	0,0%	1 263	0,0%	1 263	0,0%	1 263	0,0%	1 263	0,0%	1 263	0,0%
FPIC	652	691	6,0%	728	5,3%	735	1,0%	735	0,0%	735	0,0%	735	0,0%	735	0,0%
TEOM	9 779	10 007	2,3%	10 190	1,8%	12 247	20,2%	0	-100,0%	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!
Taxe Gemapi		0		661		660	-0,1%	860	30,3%	1 060	23,3%	1 260	18,9%	1 460	15,9%
Rôles supplémentaires fiscalité	190	79	-58,4%	152	92,8%	100	-34,3%	100	0,0%	100	0,0%	100	0,0%	100	0,0%
Réseau Trans'CoVe	3 199	3 162	-1,2%	3 242	2,5%	3 258	0,5%	3 290	1,0%	3 323	1,0%	3 356	1,0%	3 390	1,0%
Autres recettes courantes	9 054	9 352	3,3%	9 293	-0,6%	9 637	3,7%	15 010	55,8%	14 735	-1,8%	15 030	2,0%	15 330	2,0%
TOTAL RECETTES COURANTES	49 206	49 835	1,3%	51 926	4,2%	55 567	7,0%	49 964	-10,1%	50 831	1,7%	52 153	2,6%	53 519	2,6%
RESULTAT COURANT	3 972	4 697	18,2%	4 588	-2,3%	6 262	36,5%	2 925	-53,3%	3 183	8,8%	3 167	-0,5%	3 271	3,3%
Charges financières	375	348	-7,1%	320	-8,1%	334	4,3%	369	10,5%	341	-7,5%	422	23,5%	452	7,3%
Produits financiers	0	0		0		0		0		0		0		0	
RESULTAT FINANCIER	-375	-348	-7,1%	-320	-8,1%	-334	4,3%	-369	10,5%	-341	-7,5%	-422	23,5%	-452	7,3%
EPARGNE BRUTE	3 597	4 348	20,9%	4 268	-1,8%	5 928	38,9%	2 556	-56,9%	2 842	11,2%	2 746	-3,4%	2 819	2,7%
Charges exceptionnelles	807	323	-60,0%	470	45,5%	662	40,9%	0	-100,0%	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!
Cessions actif (y compris aux BA de zones)	1 119	181	-83,8%	222	22,6%	274	23,3%	116	-57,7%	10	-91,4%	10	0,0%	10	0,0%
Autres produits exceptionnels	28	114	302,1%	49	-57,2%	100	105,3%	0	-100,0%	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!
RESULTAT EXCEPTIONNEL	341	-28		-199		-288		116		10		10		10	
RESULTAT FONCT. DE L'EXERCICE	3 938	4 320	9,7%	4 069	-5,8%	5 640	38,6%	2 672	-52,6%	2 852	6,7%	2 756	-3,4%	2 829	2,7%

en K€ TTC	2019	2020	20/19	2021	21/20	2022	22/21	2023	23/22	2024	24/23	2025	25/24	2026	26/25
Rembt capital de la dette	1 383	1 592	15,1%	1 634	2,7%	1 800	10,2%	1 744	-3,1%	1 765					
Avance budgets annexes	0	2 885		163		1 871		0		0					
Fonds de concours exceptionnel	83	55		30		50		150		150					
Dépenses d'équipement	5 998	7 033	17,2%	9 359	33,1%	5 620	-39,9%	8 244	46,7%	7 926	-3,9%	6 164	-22,2%	4 802	-22,1%
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	7 464	11 565	54,9%	11 185	-3,3%	9 341	-16,5%	10 138	8,5%	9 841	-2,9%	8 263	-16,0%	6 964	-15,7%
Emprunts	2 005	2 000	-0,2%	4 000	100,0%	0	-100,0%	11	#DIV/0!	3 748	#####	2 070	-44,8%	1 036	-49,9%
FCTVA	428	428	0,0%	916	114,2%	600	-34,5%	811	35,2%	780	-3,9%	607	-22,2%	473	-22,1%
Rembt avance Budgets annexes	766	227		913		2 331		1 338		875		352		109	
Autres recettes d'investissement	578	1 065	84,2%	2 362	121,9%	1 167	-50,6%	2 057	76,3%	1 586	-22,9%	2 479	56,3%	2 517	1,6%
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	3 777	3 719	-1,5%	8 191	120,2%	4 098	-50,0%	4 217	2,9%	6 989	65,7%	5 507	-21,2%	4 135	-24,9%
RESULTAT INV. DE L'EXERCICE	-3 687	-7 845	112,8%	-2 995	-61,8%	-5 244	75,1%	-5 921	12,9%	-2 852	-51,8%	-2 756	-3,4%	-2 829	2,7%
SOLDE D'EXEC.DE L'EXERCICE	251	-3 525		1 074		396		-3 248		0		0		0	
RESULTAT DE CLOTURE CUMULE	6 987	3 462	-50,4%	4 852	40,1%	5 248	8,2%	2 000	-61,9%	2 000	0,0%	2 000	0,0%	2 000	0,0%
Restes à réaliser dép. d'investissement	1 036	1 050		2 490											
Restes à réaliser rec. d'investissement	47	16		306											
RESULTAT GLOBAL CUMULE	5 998	2 428		2 668		5 248		2 000		2 000		2 000		2 000	
Dette au 31/12	18 178	18 601		20 967		19 167		17 434		19 417		19 538		18 512	
Dette au 31/12 sur épargne brute	5,1	4,3		4,9		3,2		6,8		6,8		7,1		6,6	

Envoyé en préfecture le 16/12/2022
Reçu en préfecture le 16/12/2022
Publié le 16 décembre 2022
ID : 084-248400053-20221212-DELIB181_22-DE

ANNEXE 5 du règlement budgétaire et financier :
module de simulation emprunts interfacé avec la synthèse financière

1 - remboursements sur stock de dette prévisionnel au 31-12-2022

année	cap rest dû au 1-1	rembt cap	intérêt
2023	19 167	1 745	349
2024	17 423	1 694	321
2025	15 729	1 684	270
2026	14 045	1 683	235

2- remboursements sur emprunts réalisés en 2023

année	cap rest dû au 1-1	rembt cap	intérêt
2024	11	1	0
2025	10	1	0
2026	10	1	0

3- remboursements sur emprunts réalisés en 2024

année	cap rest dû au 1-1	rembt cap	intérêt
2025	3 748	194	131
2026	3 553	201	124

4- remboursements sur emprunts réalisés en 2025

année	cap rest dû au 1-1	rembt cap	intérêt
2026	2 070	107	72
